

# ATPC II NEWS

Africa Trade Policy Centre

La revue mensuelle du Centre Africain de Politiques Commerciales

## Éditorial

La première phase des activités du Centre africain pour les politiques commerciales (CAPC) s'est achevée avec succès en 2007. Une évaluation externe du Centre a conclu que :

“Le Centre a, depuis sa création, montré sa pertinence, son efficacité et sa capacité de réagir en temps opportun pour aider les pays africains à créer des capacités dans des domaines ayant trait au commerce. Les parties prenantes ont déclaré que le Centre faisait preuve de dynamisme en entreprenant des activités ayant trait à ses domaines de compétences, notamment la recherche et la diffusion de ses produits “.

À la suite du succès de la première phase du projet du CAPC, l'Agence canadienne internationale pour le développement (ACDI) et la CEA ont signé un accord pour la deuxième phase du projet. Il est vrai que le CAPC a été lancé et chargé de missions de programmation pour le secrétariat de la Communauté de l'Afrique de l'Est les 8 et 9 septembre 2008 et pour celui de la Communauté de développement de l'Afrique australe (SADC) les 25 et 26 septembre 2008. Une mission semblable est prévue pour la CEDEAO d'ici la fin 2008. Il n'y a aucun doute qu'il s'agit d'une nouvelle orientation stratégique du CAPC, qui se lance dans une approche régionale vis-à-vis de la création de capacités en matière de politiques commerciales.

Outre les missions de programmation pour la CEA et la SADC, le CAPC a également reçu une équipe du Projet sur l'égalité entre les sexes et les institutions régionales africaines (GEARI), élaboré des propositions relatives à un modèle africain d'accord de partenariat économique entre pays africains et l'Union européenne et organisé un important atelier à l'échelle continentale pendant lequel des propositions de modèles ont été approuvées. Cela montre l'approfondissement des activités du CAPC dans les domaines de l'intégration des questions hommes-femmes dans le commerce et les négociations commerciales.

La présente édition d'« ATPC Newsletter » est consacrée aux missions de programmation, à l'atelier sur les accords de partenariat économique et à la mission GEARI à Addis-Abeba. Cette édition rend compte également des récentes études du CAPC et des événements sur la facilitation du commerce.

Éditeur : Monsieur l'Ambassadeur Peter Gabriel Robleh

CAPC II a lancé des missions de programmation au secrétariat de la Communauté d'Afrique de l'Est et dans celui de la Communauté de développement de l'Afrique australe (SADC)



Dans le cadre des activités visant à lancer la deuxième phase du CAPC (CAPC II), une mission de programmation s'est rendue au secrétariat de la Communauté de l'Afrique de l'Est à Arusha, (Tanzanie), les 8 et 9 septembre 2008. Une mission similaire s'est rendue au

*Suite...*

*Suite...*

secrétariat de la SADC, les 25 et 26 septembre 2008 à Gaborone, (Botswana). L'objet de cette mission était de parvenir à des accords sur les modalités relatives à la création d'unités de politiques commerciales à la CEA et à la SADC et de préparer les plans de mise en oeuvre pour les activités financées par CAPC II .

Pendant la mission à Arucha, l'équipe CAPC II a rencontré le Secrétaire général de la CAE, Monsieur l'ambassadeur Juma Volter Mwapachu, le Directeur général des douanes et du commerce, M. Peter Kiguta, la Directrice du commerce, Mme Flora Musoda et plusieurs experts s'occupant de divers aspects du commerce, liés aux domaines dont s'occupe CAPC II , notamment le commerce international, le commerce intérieur, l'environnement et les ressources naturelles, la promotion des exportations, les questions hommes-femmes et les normes.

Au secrétariat de la SADC, les membres de l'équipe du CAPC ont rencontré individuellement et collectivement les fonctionnaires des diverses divisions du secrétariat s'occupant du commerce et de questions transsectorielles, notamment l'environnement, les questions hommes - femmes et le VIH/sida.

Alors que la démarche utilisée pendant la première phase des activités du CAPC pour fournir une assistance technique, notamment en entreprenant des études d'évaluation d'impact pour les différents pays africains a obtenu des résultats positifs, la stratégie globale du Centre a évolué et associe désormais les institutions panafricaines et les organismes sous-régionaux dans le processus de formulation des politiques commerciales en Afrique. Cela permettra la durabilité et le renforcement des capacités institutionnelles.

Les raisons d'une telle démarche pour traiter les problèmes liés au commerce en Afrique sont fascinantes. D'abord, les arrangements d'intégration régionale peuvent aider les pays africains à surmonter les contraintes liées à l'exiguïté des marchés intérieurs – en leur permettant de tirer les bénéfices des économies d'échelle, d'une concurrence accrue et d'une augmentation des investissements internes et externes. En second lieu, la petite taille des pays africains fait de la coopération dans les négociations internationales une possibilité attractive réalisable par le biais d'arrangements d'intégrations régionaux. En un mot, la coopération peut accroître le pouvoir de négociation et la visibilité des pays.

En conséquence, les communautés économiques régionales sont déterminantes pour ce que recherche le continent, c'est-à-dire un développement et une croissance durables, étant donné qu'elles sont à l'avant-garde de l'intégration régionale en Afrique. Elles participent également de plus en plus à la négociation d'accords commerciaux région-

aux comme les accords de partenariat économique avec l'Union européenne et les accords de libre-échange avec d'autres régions. La dimension régionale des travaux du CAPC reflète donc l'importance plus grande que l'on accordera à la création de capacités de ces communautés.

L'orientation stratégique de la deuxième phase (CAPC II) reposera sur trois piliers qui sont : 1) fournir aux communautés économiques régionales, en tant qu'institutions, la possibilité de créer des capacités commerciales entièrement intégrées; 2) offrir la possibilité de créer des capacités globales pour les intervenants commerciaux et 3) intégrer les éléments intersectoriels dans les analyses et la mise en oeuvre de politiques commerciales.

L'impact attendu de CAPC II est une participation africaine effective et plus équitable au processus du commerce international en vue d'une croissance économique durable et de la réduction de la pauvreté.

### Propositions du Centre africain pour les politiques commerciales concernant un modèle africain, en vue de l'approbation d'un accord de partenariat économique à la fin de l'atelier se tenant à l'échelle du continent



Le vendredi 10 octobre 2008, les experts africains ont terminé un atelier continental sur les accords de partenariat économique (APE) entre pays européens et pays africains, au siège de la CEA à Addis-Abeba, à l'issue duquel la proposition de modèle d'accord de partenariat économique a été approuvée.

Les discussions concernant les propositions de modèles qui ont été rédigées par le Centre africain de politiques commerciales, a été l'un des principaux points de l'ordre du jour de cet atelier sur les accords de partenariat économique qui a eu lieu au Centre de conférences des Nations Unies à Addis-Abeba, du 8 au 10 octobre 2008, sur le thème «recueillir les fruits des accords de partenariat économique ».

Les recommandations relatives au modèle qui ont été approuvées seront transmises à la Commission de l'Union

*Suite...*

*Suite...*

africaine qui examinera le projet de modèle qui sera ensuite soumis aux négociateurs africains et aux fonctionnaires de haut niveau et éventuellement adopté par les ministres africains du commerce à leur prochaine réunion. Le modèle d'accord a été à l'origine demandé par la Conférence des ministres du commerce et des finances de l'Union africaine, lors de leur réunion d'avril 2008. Il est prévu que les recommandations concernant le projet de modèle contribueront aux efforts que déploie l'Union africaine pour adopter un modèle consolidé d'accord de partenariat économique pour le continent.

La réunion régionale de deux jours avait pour principal objectif de faire le point sur les résultats des négociations relatives aux accords de partenariat économique, compte tenu de ce que les pays africains avaient espéré réaliser, tout en évaluant par ailleurs la mesure dans laquelle les progrès vers la réalisation de la Communauté économique africaine seraient affectés par ces accords de partenariat économique.

En plus d'avoir examiné et amélioré les éléments proposés pour le projet de modèle d'élaboration d'un accord de partenariat économique prodéveloppement préparé par le Centre, les participants se sont également occupés de questions de négociations pertinentes notamment l'intégration régionale, l'accès au marché, le développement, la facilitation des échanges et les services.

À la lumière des questions examinées, les recommandations ci-après ont été formulées :

- Les communautés économiques régionales et les États membres, avec l'appui des organisations compétentes, devraient analyser les incidences des questions émergentes, notamment les problèmes des marchés financiers mondiaux, sur la mise en oeuvre des accords de partenariat économique et le développement de l'Afrique en général ;
- Les pays africains et les nouvelles institutions cherchant à promouvoir l'intégration régionale ont besoin de mieux intégrer les incidences des accords de partenariat économique dans l'agenda de l'intégration régionale du continent;
- La CEA devrait contribuer à associer toutes les parties prenantes au processus des accords de partenariat économique et à élaborer un mécanisme permettant de trouver une solution aux questions émergentes qui pourraient avoir une influence sur l'application des accords de partenariat économique.

Le Projet sur l'égalité des sexes et les institutions régionales africaines (GEARI)

Deuxième mission entreprise au CAPC



La même délégation du Projet GEARI s'est rendue au CAPC en octobre 2007. Pendant cette mission, l'équipe GEARI s'est concentrée sur l'introduction du Projet et la préparation d'un audit des questions hommes-femmes ainsi que sur la création d'un groupe de travail chargé de ces questions au CAPC. L'équipe a également rassemblé les premières informations concernant la structure, le personnel, les politiques et les programmes du CAPC pour se faire une idée claire de sa nature et de sa portée, afin de sélectionner les démarches les plus appropriées en ce qui concerne l'intégration des questions hommes-femmes dans le Centre.

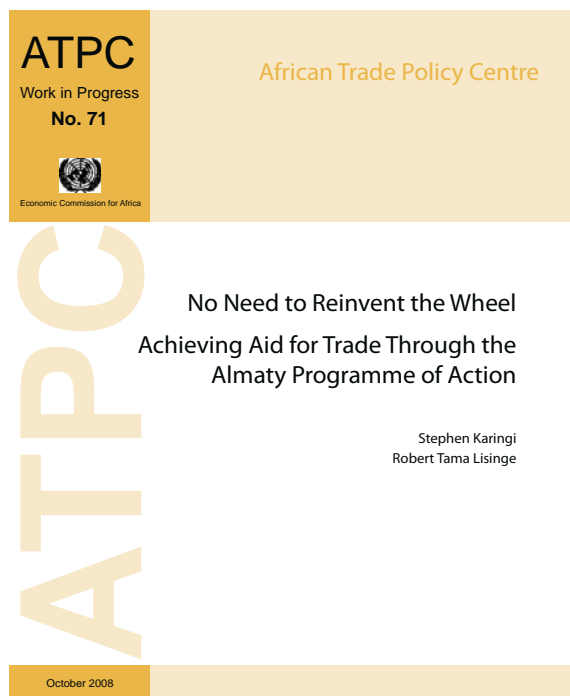
La deuxième mission GEARI avait pour principaux objectifs d'échanger les conclusions du rapport d'audit sur les questions hommes-femmes avec le personnel du CAPC, afin de dégager un consensus sur les actions prioritaires et pour valider les conclusions dudit rapport. La mission s'est également attachée à travailler avec les membres du Centre pour finaliser les recommandations concernant un plan d'intégration des questions hommes-femmes et un plan de création de capacités au Centre. La troisième mission GEARI est prévue pour 2009, et se penchera sur la fourniture d'une formation aux membres du personnel du Centre, sur la base du plan de création de capacités. La contribution du GEARI a été un succès et tous les objectifs ont été atteints. La contribution de l'équipe a été bien accueillie et appréciée par le Centre africain pour les politiques commerciales.

**Les études du CAPC établissent un lien entre les négociations de l'OMC et l'Initiative Aide pour le commerce, et le Programme d'action d'Almaty**

L'une des recommandations issue de l'évaluation de la première phase du Centre a été que celui-ci devrait multiplier ses activités sur la facilitation du commerce. À cette

*Suite...*

fin, le Centre prévoit d'entreprendre plusieurs études et d'organiser des manifestations sur la facilitation du commerce au cours des prochaines années. Pour commencer, le Centre a déjà entrepris deux études : l'une examine la façon dont on peut avoir une influence sur les négociations de l'OMC, en rendant opérationnel le Programme d'action d'Almaty et l'autre étudie les relations entre l'Initiative Aide pour le commerce et le Programme d'action d'Almaty.



Les deux études publiées dans le cadre de la série ATPC Work in progress ont été présentées pendant la réunion d'examen régional africain du Programme d'action d'Almaty (APoA), qui a été organisée du 17 au 20 juin 2008 au Centre de conférences des Nations Unies à Addis-Abeba en Éthiopie. La réunion a été organisée par la Commission économique pour l'Afrique (CEA), en collaboration avec le Bureau du Haut Représentant des Nations Unies pour les pays les moins avancés, les pays en développement sans littoral et les petits États insulaires en développement (UN-OHRLLS). Cette réunion d'examen africain avait pour objectif d'évaluer les progrès réalisés dans l'établissement de systèmes de transport de transit efficaces sur le continent et de décider des mesures à prendre pour relancer les partenariats mondiaux, afin d'aider les pays en développement africains sans littoral et de transit à appliquer effectivement le Plan d'action d'Almaty.

Les participants ont félicité le Centre pour son travail de pionnier sur la cohérence entre le Plan d'action d'Almaty et les négociations de l'OMC sur la facilitation des échanges, ainsi que sur les liens entre le Programme et

l'Initiative Aide pour le commerce. Ils sont convenus que les négociations de l'OMC sur la facilitation et l'Initiative Aide pour le commerce offrent de nouvelles opportunités pour rendre le Plan d'action d'Almaty opérationnel. Ils ont également appuyé la proposition visant à inclure des actions spécifiques recommandées par le Plan d'action d'Almaty dans les plans d'action d'aide au commerce.

Les participants ont également formulé les recommandations suivantes :

- La CEA et le Centre devraient distribuer le rapport des études aux négociateurs africains sur le commerce se trouvant à Genève et à Bruxelles ainsi qu'à ceux qui se trouvent dans les capitales;
- Le Bureau du Haut Représentant des Nations Unies pour les pays les moins avancés, les pays en développement sans littoral et les petits États insulaires en développement (UN-OHRLLS) devrait appuyer les efforts visant à accroître la sensibilisation à la cohérence entre le Plan d'action d'Almaty et les négociations de l'OMC sur la facilitation des échanges ainsi qu'entre le Programme et l'Initiative Aide pour le commerce;
- La CEA et l'UN-OHRLLS devraient aider les pays africains et les communautés économiques régionales à intégrer le Plan d'action d'Almaty dans les plans d'action nationaux et régionaux de l'aide pour le commerce.

### La CEA organise un atelier sur la facilitation du commerce et une visite d'études dans le port de Djibouti



Le Centre africain pour les politiques commerciales, avec l'aide de la Division du commerce, de la finance et du développement économique (TFED) de la CEA, a organisé un atelier sur la facilitation du commerce et une visite d'études dans le port de Djibouti et dans les deux postes frontières entre l'Éthiopie et Djibouti, les 5 et 6 mai 2008. Ces événements étaient organisés en collaboration avec DP World, la société chargée de la gestion du

*Suite...*

*Suite...*

port de Djibouti.

Des fonctionnaires de haut rang d'Éthiopie et de Djibouti, notamment des représentants des autorités douanières, des autorités portuaires, des ministres du transport et du commerce, des autorités routières et ferroviaires, des chambres de commerce, les agents de transit, des organisations maritimes, les transporteurs du secteur privé ont participé à l'atelier et à la visite d'étude. Les participants ont échangé des points de vue et des expériences sur les problèmes qui font obstacle au mouvement des marchandises le long du corridor Addis-Abeba à Djibouti et formulé des recommandations sur la manière d'améliorer la situation actuelle. En particulier, ils ont souligné qu'il était nécessaire d'établir une étroite collaboration entre toutes les parties prenantes, en vue de réduire les délais et les coûts de transport de marchandises de long du corridor. À cet égard, ils ont souligné l'importance d'accélérer la création d'un comité technique pour la gestion du corridor.

Les participants ont connu eux-mêmes certains des problèmes auxquels sont confrontés les sociétés de transport, étant donné que même leurs véhicules ainsi que plusieurs poids lourds travaillant pour le transport international et

le trafic local ont été retardés pendant plusieurs heures lors de leur visite aux postes frontières, en raison de fortes précipitations et d'une brusque inondation qui ont rendu certaines parties de la route difficiles et dans certains cas impraticables.

Les participants ont remercié le CAPC/CEA d'avoir organisé l'atelier et le voyage d'étude et exhorté la Commission à contribuer à la création du comité de gestion du corridor.

Information/manifestations à venir

Mission de programmation du CAPC à la CEDEAO

Réunion concernant les premiers éléments de la problématique hommes-femmes, mars 2008

ATPC News est un produit du Centre africain pour les politiques commerciales de la Division du commerce, de la finance et du développement économique de la Commission économique pour l'Afrique.

Pour toute observation sur le contenu de ce bulletin, veuillez contacter Robert Tama Lisinge, ATPC/TFED, UNECA, Boîte postale 3001, Addis-Abeba, Éthiopie. Téléphone hommes : +251 11 5443 443; Télécopie : + 251 11 551 3038; courriel: [tlisinge@uneca.org](mailto:tlisinge@uneca.org)